

064	UTBM service communication	L'Est Républicain	26 mars 2015
		Région	éco campus - UFC - CPER - région

Éco-Campus 2020

« L'Université a la volonté que le projet voie le jour »

Besançon. Lors de la dernière séance du conseil économique, social et environnemental, répondant à une question de Françoise Bévalot, ancienne présidente de l'Université de Franche-Comté, sur l'absence du projet Éco-Campus dans le contrat de plan État-Région 2020, le secrétaire général pour les affaires régionales à la préfecture, Eric Pierrat, avait indiqué que l'État n'avait retenu aucun dossier susceptible de créer des m² supplémentaires (ER du 18 mars). Le délai dans lequel le dossier avait été monté puis déposé avait aussi été contesté. Au point que la présidente (PS) de Région, Marie-Guite Dufay, avait lancé : « S'il y avait plus d'appétence au dialogue entre l'Université de Franche-Comté et l'UTBM, on n'en serait peut-être pas là... »

« Moyens décevants »

À la faveur des débats des élus régionaux sur le même contrat de plan État-Région quelques jours plus tard, nous avons donc rappelé ces arguments de l'État, déjà publiés, donc, et jamais contestés. Ce qui n'a pas eu l'heur de plaire à l'Université de Franche-Comté, laquelle affirme dans

un communiqué que « le projet Éco-Campus a été soumis à l'État et aux collectivités territoriales dès février 2014, c'est-à-dire en même temps que les projets CPER concernant les autres campus (La Bouloie et Arsenal) et conformément au calendrier du service instructeur ». Selon elle, les trois projets « ont toujours été présentés ensemble » et Éco-Campus « a fait l'objet de nombreux dossiers détaillés et de plusieurs réunions [...] depuis 2012 et jusqu'à ce jour avec les financeurs potentiels ». Contestant n'avoir eu en l'espèce qu'une « réflexion bâtiminaire », l'UFC précise que cette « reconfiguration des campus » en aurait réduit les surfaces de près de 5 000 m². Elle juge que « les moyens alloués au projet Éco-Campus 2020 au titre du CPER sont décevants » mais conserve « la volonté que ce projet voie le jour ». Et note que « des réunions sont en cours pour étudier des solutions de financement possibles avec l'État, la Région et les autres collectivités ». L'occasion pour les différents acteurs de ce dossier de se mettre enfin d'accord sur une seule et même version des choses, peut-être ?

Jean-Pierre TENOUX